

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 16/03/2017

N° : 2017/13

SOMMAIRE

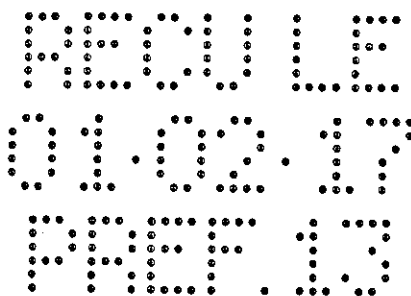
 **Arrêtés**

Page 3/32

 **Décisions**

Page 33/87

ARRÊTÉS



VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- L'arrêté d'Autorisation d'Occupation Temporaire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° 06/202/CC délivré le 31 juillet 2006 à Madame Dominique Darmon, épouse Draï pour l'exploitation d'un kiosque alimentaire sis 160, avenue des Peintres Roux 13011 Marseille.

CONSIDÉRANT

Le transfert de l'Autorisation d'Occupation Temporaire relative à l'exploitation du kiosque alimentaire sis 160, avenue des Peintres Roux 13011 Marseille accordée par l'arrêté n° 16/486/CC à Monsieur Rachid Sahnoune, président de la SAS « Food Station », du 24 Octobre 2016.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 06/202/CC, délivré le 31 juillet 2006 à Madame Dominique Darmon, épouse Draï, pour l'exploitation d'un kiosque alimentaire sis 160, avenue des Peintres Roux 13011 Marseille, est abrogé à compter de la notification du présent arrêté, au motif du transfert de l'Autorisation d'Occupation Temporaire, par arrêté n° 16/486/CC à Monsieur Rachid Sahnoune, président de la SAS « Food Station », du 24 Octobre 2016.

Article 2 :

Il est porté à la connaissance de l'intéressée que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressée devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le

25 JAN. 2017



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

RECUEIL
01.02.17
PRÉF. 13

Arrêté n° 17/007/CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- L'arrêté d'occupation du domaine public de la Ville de Marseille n° 99/016 délivré le 12 janvier 1999 à Monsieur Jean Gandou pour l'exploitation d'un kiosque à fleurs sis 31, avenue du Prado 13006 Marseille.

CONSIDÉRANT

Le transfert de l'Autorisation d'Occupation Temporaire relative à l'exploitation du kiosque alimentaire 31, avenue du Prado 13006 Marseille, accordée par l'arrêté n° 16/501/CC à Monsieur Alexandre Gandou, gérant de l'EURL « Gandou », du 23 novembre 2016.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 99/016 délivré le 12 janvier 1999 à Monsieur Jean Gandou pour l'exploitation d'un kiosque à fleurs sis 31, avenue du Prado 13006 Marseille, est abrogé à compter de la notification du présent arrêté, au motif du transfert de l'Autorisation d'Occupation Temporaire, par arrêté 16/501/CC à Monsieur Alexandre Gandou, gérant de l'EURL « Gandou », du 23 novembre 2016.

Article 2 :

Il est porté à la connaissance de l'intéressé que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.


Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

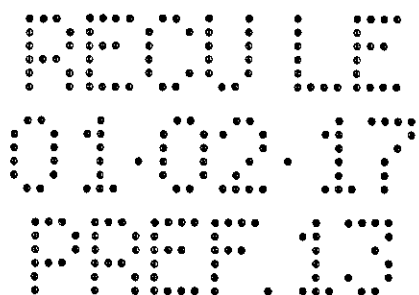
Fait à Marseille, le

25 JAN. 2017



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- L'arrêté d'Autorisation d'Occupation Temporaire de la Ville de Marseille n° 98/193 délivré le 08 avril 1998 à Madame Joséfa Martinez, pour l'exploitation d'un kiosque alimentaire sis 66 bd Michelet 13008 Marseille.

CONSIDÉRANT

Le transfert de l'Autorisation d'Occupation Temporaire relative à l'exploitation du kiosque alimentaire sis 66 bd Michelet 13008 Marseille accordée par l'arrêté n° 16/548/CC à Monsieur Frédéric Martinez, gérant de la SARL « Victoria » du 21 décembre 2016.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 98/193, délivré le 8 avril 1998 à Madame Joséfa Martinez, pour l'exploitation d'un kiosque alimentaire sis 66 bd Michelet 13008 Marseille, est abrogé à compter de la notification du présent arrêté, au motif du transfert de l'Autorisation d'Occupation Temporaire, par arrêté 16/548/CC à Monsieur Frédéric Martinez, gérant de la SARL «Victoria » du 21 décembre 2016.

Article 2 :

Il est porté à la connaissance de l'intéressée que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressée devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 25 JAN. 2017



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/009/CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 juin 2016 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de La Ciotat.
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 sollicitant du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la Ciotat.

CONSIDÉRANT

- La nécessité d'adapter le Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Ciotat afin de modifier certains points du règlement et notamment les règles de stationnement en centre-ville, la possibilité d'autoriser de nouveaux équipements publics, de créer des linéaires commerciaux permettant de pérenniser ces activités, de supprimer des emplacements réservés, et mettre à jour les annexes.
- Que ce projet nécessite une modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de la Ciotat.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170131-17-009-CM-AR
Date de télétransmission : 03/02/2017
Date de réception préfecture : 03/02/2017

ARRETE

Article 1 :

Est engagée la quatrième procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Ciotat.

Article 2 :

Le projet de modification sera notifié aux personnes publiques associées et soumis à enquête publique selon les dispositions légales et réglementaires.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 janvier 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170131-17-009-CM-AR
Date de télétransmission : 03/02/2017
Date de réception préfecture : 03/02/2017



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Arrêté n°17/012/CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5211-1, L5211-9 et L5217-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014, de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République portant notamment transfert de compétences du Conseil Départemental à la Métropole d'Aix Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La convention de gestion provisoire signée entre le Conseil Départemental des Bouches du Rhône et la Métropole d'Aix Marseille Provence relative au Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) ;
- L'arrêté portant nomination de Monsieur Domnin Rauscher en qualité de Directeur Général Adjoint au sein de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 2 février 2015 ;

ARRETE

Article 1 :

Délégation est donnée à Monsieur Domnin RAUSCHER, sous ma surveillance et responsabilité, à l'effet de signer les documents pris au nom de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence nécessaires à la continuité du service public, dans le domaine suivant :

- Politique de la ville :

Les lettres de notification des décisions des Commissions Locales d'Attribution portant ajournement ou rejet du Fonds d'Aide aux Jeunes.

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Février 2017

Article 2 :

Le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 2 février 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-003/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.;
- L'acte DRH 2017-684-CT1 portant nomination de Mr Domnin Rauscher en qualité de Directeur Général des services du Conseil de Territoire Marseille Provence.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 16/528/CM du 16 décembre 2016 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le territoire de Marseille Provence composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, à Monsieur Domnin RAUSCHER, chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire de Marseille Provence à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Février 2017

- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du servi
- les demandes d'exonération liées aux contraventions des agents rattachés directement à la direction générale des services.
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- les courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

En matière d'évaluation des agents :

La signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01/01/2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- les courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- les courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- les courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- les courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre, Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Février 2017

- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations CAREL, FONPEL, PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,
- les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- les états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacances des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI.
- les arrêtés de validation des heures supplémentaires,
- les arrêtés de reclassement, les arrêtés de reclassement et d'intégration, les arrêtés d'intégration inhérents aux nouvelles dispositions réglementaires (type grade Ingénieurs et Ingénieurs chefs),
- les courriers en relations avec les Caisses Primaires d'Assurance Maladie accordés actuellement aux CAE et CUI et à élargir aux titulaires et contractuels,
- les courriers de notifications de fin de contrat,
- les arrêtés de congés de maternité et de paternité,
- les arrêtés d'allocation enfant handicapé,
- les courriers aux représentants du personnel relatif au droit social,
- Réponses négatives aux candidats,
- Lettre de mise en demeures de reprise de fonction.

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- les courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- les courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- les courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Février 2017

- les courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- les courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- les courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- les courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- les courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

- les correspondances courantes,
- les courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- les courriers de main levée
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- validation et mandatement des reconstitutions d'avances d'un montant maximum de 2000€,

En matière de commande publique :

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE),
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.

Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domnin Rauscher, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Monsieur Vincent Bonnafox.

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Février 2017

Article 4 :

Le présent arrêté prendra fin le 31 mars 2017.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 6 février 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Février 2017

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-003/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.;
- La délibération n° HN 010-012/16CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président ;
- La délibération ECO 06-588/16/CM du 30 juin 2016 prise par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et intitulée « Vente d'un terrain sur le parc d'activités d'Euroflory à la société SMI (Société Moderne d'Isolation) ».
- Le Cahier des Charges de Cession de terrains de la ZAC Euroflory Parc à Berre L'Etang ;
- L'avenant n°45 au CCCT de la ZAC Euroflory Parc à Berre L'Etang.

CONSIDÉRANT

- La société SMI, installée sur le Parc d'Activités EUROFLORY à Berre l'Etang depuis début 2000 en location, a sollicité la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais et s'est portée acquéreur du lot 20 sur le Parc d'Activités EUROFLORY à Berre l'Etang.
- La société SMI projette une construction d'une superficie de 1 524 m² (atelier 301 m², stockage 1030 m² et les bureaux/vestiaires 193 m²).
- Afin de permettre le dépôt du permis de construire et son instruction par les services de la ville de Berre l'Etang, un droit à construire doit être déterminé pour les terrains du lot 20. Or, le règlement de la Zone d'Aménagement Concertée limite l'emprise au sol des constructions à 50% de la surface des lots, et ne prévoit qu'une surface globale de plancher (S.H.O.N) pour l'ensemble de la Zone et non un coefficient en fonction de la surface des lots.
- Le permis de construire devra être déposé au plus tard le 30 juin 2017 et l'acte de vente signé au plus tard le 31 décembre 2017 et à défaut, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer quand même l'acte authentique si elle estime que les raisons invoquées pour le retard, par la société sont recevables.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Février 2017

- En conséquence, un avenant au Cahier des Charges de Cession de Terrains de la Z.A.C est nécessaire. Cette disposition est prévue au règlement de Zone dans son article 3. Ainsi, pour chaque lot le droit à construire est fixé en fonction des besoins du demandeur. Dans le cas de la société SMI, pour le lot 20, le droit à construire demandé est de 2650 m² de plancher (S.H.O.N).
- Un avenant n°45 doit donc être établi sur la base des numérotations cadastrales initiales des parcelles concernées correspondant au lot 20.

ARRETE

Article 1 :

L'avenant n°45 au Cahier des Charges de Cession de Terrain de la ZAC Euroflory Parc à Berre L'Etang est approuvé, afin de fixer à 2650 m² le droit à construire afférent à la vente du lot 20 à la société SMI.

Article 2 :

Le permis de construire et l'acte de vente devront être signés au plus tard dans les délais fixés par la délibération ECO 06-588/16/CM du 30 juin 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, et il est précisé qu'à défaut, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera libre de commercialiser ce terrain, ou de prendre une nouvelle délibération.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 février 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Février 2017

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Objet de l'arrêté :

Délégation de signature à Monsieur Christian BOUCHERIE, Chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire du Pays d'Aix.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;
- L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté portant nomination de Monsieur Christian Boucherie en qualité de Directeur Général des Services au sein de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix en date du 12 octobre 2015 ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 16/522/CM du 15 décembre 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Délégation est donnée, pour le territoire du Pays d'Aix, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Christian BOUCHERIE, chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire des communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service
- les demandes d'exonération liées aux contraventions des agents rattachés directement à la direction générale des services.
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,
- attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

En matière d'évaluation des agents :

la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01 janvier 2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Février 2017

- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations CAREL, FONPEL, PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,
- les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- les états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI
- les arrêtés de validation des heures supplémentaires,
- les arrêtés de reclassement, les arrêtés de reclassement et d'intégration, les arrêtés d'intégration inhérents aux nouvelles dispositions réglementaires (type grade Ingénieurs et Ingénieurs chefs),
- les courriers en relations avec les Caisses Primaires d'Assurance Maladie accordés actuellement aux CAE et CUI et à élargir aux titulaires et contractuels,
- les courriers de notifications de fin de contrat,
- les arrêtés de congés de maternité et de paternité,
- les arrêtés d'allocation enfant handicapé,
- les courriers aux représentants du personnel relatif au droit social,
- réponses négatives aux candidats,
- lettre de mise en demeure de reprise de fonction.

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,

- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

- les correspondances courantes,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- les courriers de main levée,
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- validation et mandatement des reconstitutions d'avances d'un montant maximum de 2000 €,

En matière de commande publique :

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE),
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Février 2017

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian Boucherie, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- à Monsieur Thierry Pennec.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian Boucherie et de Monsieur Thierry Pennec, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- à Monsieur Alain Trabuc.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian Boucherie et de Messieurs Thierry Pennec et Alain Trabuc, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- à Madame Florence Parmantel.

ARTICLE 4:

Le présent arrêté prendra fin le 31 mars 2017.

ARTICLE 5 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 02 Février 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Février 2017

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;

CONSIDÉRANT

- La demande présentée par Monsieur Mickael Cano, du 22 décembre 2016, domicilié Cœur Capelette – 17 rue Jean Eugène Paillas à Marseille 13010, en vue d'exploiter un kiosque à journaux A.A.P. sur le domaine public.

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Mickael Cano est autorisé à exploiter un kiosque à journaux d'une dimension de 15,7 m² sur le domaine public, sis 2 Place Ernest Delibes à Marseille 13008, en vue d'y vendre des journaux et publications de presse.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole d'Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Article 11 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 12 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 13 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 16 février 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Février 2017

Arrêté n° 17/025/CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le courrier du délégataire, la société Vago, demandant la fermeture de l'aire d'accueil des gens du voyage de Saint Menet pour être en mesure de répondre aux obligations de son contrat en date du 28 novembre 2016 ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est désormais compétente pour l'aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil des gens du voyage sur son territoire ;
- Que les principes cadre pour la mise en œuvre de cette compétence ont été approuvés par le conseil de l'ex Communauté Urbaine MPM du 19 février 2015 et qu'elle gère donc désormais par transfert de la Ville de Marseille l'aire d'accueil des gens du voyage située Chemin du Mouton à Saint Menet, Marseille 11^e confiée par délégation de service public à la société Vago ;
- Que cette aire d'accueil a fait l'objet de dépôts sauvages, de débris encombrants, de tas de déchets et de gravats... à la fois sur site et dans l'environnement immédiat, dégradant lourdement les conditions de vie des familles accueillies ;
- Que les conditions d'hygiène et de sécurité ne sont plus assurées et qu'un cas de leptospirose animale a été signalé ;
- Qu'il convient de nettoyer le lieu et de le remettre en état ;
- Que ce nettoyage justifie la fermeture temporaire de l'aire ;

ARRETE

Article 1 :

L'aire d'accueil des gens du voyage située Chemin du Mouton à Saint Menet, Marseille 11^e, sera fermée à compter du 15 février 2017 à 9h pour une durée de quinze jours renouvelable.

Article 2 :

Pendant la période de fermeture de l'aire d'accueil et pour des raisons de sécurité, aucun véhicule ne devra stationner sur le site, hormis les véhicules des entreprises intervenantes.

Article 3 :

Pendant la période de fermeture de l'aire d'accueil, les gens du voyage sollicitant un stationnement seront orientés vers les aires d'accueil voisines disposant de places libres.

Article 4 :

Le présent arrêté sera affiché à l'extérieur du local de gestion de l'aire des gens du voyage et à l'entrée du centre social, et au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Il sera transmis au représentant de l'Etat dans le département et au maire de Marseille.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 6 février 2017

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Février 2017



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/026/CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président ;
- L'arrêté n°16/490/CM du 14 novembre 2016 désignant les membres de la Commission consultative d'attribution de postes à flot et à sec au sein des Délégations de Services Publics ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille Provence (AMP) assure la mission de gestion des Ports de Plaisance

ARRETE

Article 1: modification de l'arrêté n° 16/490/CM - Membres de la Commission

Monsieur Didier Khelfa est désigné membre de la Commission consultative d'attribution de postes à flot et à sec au sein des périmètres de ports gérés en délégation de service public en remplacement de Monsieur Maxime Tommasini.

Monsieur Patrick Niederoest est désigné membre représentant les usagers des trois Délégations de Service Public (DSP) de la Commission consultative d'attribution de postes à flot et à sec au sein des périmètres de ports gérés en Délégations de Service Public (DSP) en remplacement de Monsieur Gérard Lari.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 21 février 2017

Le Président,
Signé : Jean Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Février 2017

Arrêté d'engagement relatif à la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Roquefort-la-Bédoule

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 21 décembre 2015 relative à l'engagement de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Roquefort-la-Bédoule ;
- La délibération du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole décidant la poursuite de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Roquefort-la-Bédoule.

CONSIDÉRANT

- La nécessité d'adapter le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Roquefort-la-Bédoule afin d'adapter la zone N1 pour garantir le caractère limité de la capacité d'accueil de nouvelles constructions dans cette zone ainsi que d'apporter diverses précisions dans le règlement et mettre à jour les annexes ;
- Que ce projet nécessite une modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Roquefort-la-Bédoule.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Février 2017

ARRETE

Article 1 :

Est engagée la troisième procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Roquefort-la-Bédoule.

Article 2 :

Le projet de modification sera notifié aux personnes publiques associées et soumis à enquête publique selon les dispositions légales et réglementaires.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 21 février 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Février 2017

DÉCISIONS

Le Président

Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/008/D

Création d'une régie d'avance pour le Cabinet du Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d' Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 30 novembre 2016 ;

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la création d'une régie d'avance dénommée «régie d'avance Protocole et Cabinet du Président» du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, pour les dépenses suivantes :

- les achats de denrées alimentaires (nature 60623),
- les repas et déjeuners de travail (nature 6234),
- les achats divers (nature 6068).

Les dépenses de la régie d'avance «Protocole et Cabinet du Président» du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'état spécial du Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence :
Chemin du rouquier
BP 10647 - 13800 ISTRES

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- chèque,
- carte bancaire.

Article 4 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 8 000 € (huit mille euros).

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds au Trésor Public sera ouvert au nom du régisseur en qualité auprès du comptable public assignataire. Le régisseur pourra disposer d'un chéquier et d'une carte bancaire afin de retirer des fonds au guichet.

Article 6 :

Un compte de dépôt de fonds devra être ouvert au nom de la «régie d'avance Protocole et Cabinet du Président» du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence auprès du comptable public assignataire.

Article 7 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

Article 8 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de Marseille, selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Le ou les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de Marseille, pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 janvier 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/009/D

Régie d'avance Voyages et Sorties du Collège Alain SAVARY pour le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d' Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 30 novembre 2016 ;

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie d'avance dénommée « régie d'avance Voyages et Sorties du Collège Alain SAVARY » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Janvier 2017

pour les dépenses suivantes :

- l'alimentation (nature 60623),
- les prestations de services et droits d'entrée (visite, cinéma, théâtre) (nature 611),
- les frais de restauration (nature 6251),
- les frais de transports en commun pour les élèves et les professeurs (nature 6245),
- le remboursement déplacement du personnel de l'Education Nationale (nature 6251).

Les dépenses de la régie d'avance « Voyages et Sorties du Collège Alain SAVARY » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'état spécial du Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux du Collège Alain Savary :

CEC Les Heures Claires
13800 ISTRES

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- chèque,
- numéraire.

Article 4 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 3 000 € (trois mille euros).

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds au Trésor public sera ouvert au nom du régisseur es qualité auprès du comptable public assignataire.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000200662279 BIC : TRPUFRP1XXX ouvert au nom de la régie d'avance « Voyages et Sorties du Collège Alain SAVARY » auprès du comptable public assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

Article 8 :

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de Marseille, selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Le ou les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de Marseille, pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur Le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 janvier 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/011/D

Dépôt de demande de permis de construire pour l'extension du bâtiment constitutif du pôle d'échanges multimodal de transport d'Istres sur la parcelle communale cadastrée CS 0375

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

Dans le cadre des études de restructuration de son réseau réalisées en 2014, le SMGETU, Syndicat Mixte en charge de la Gestion et de l'Exploitation des Transports Urbains sur le territoire du Pays de Martigues et de Ouest Provence, a mis en évidence la nécessité d'aménager différents pôles d'échanges sur son territoire afin de répondre à l'offre de service actuelle et à venir.

Que, suite aux études de faisabilité et de programmation menées en 2015, le SMGETU, par délibération n°2015-90 du 8 décembre 2015, a attribué le marché relatif à la maîtrise d'oeuvre bâtiment des pôles d'échanges situés sur les communes de Fos-sur-Mer et Istres.

Que, conformément à la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, le SMGETU, collectivité territoriale, a fusionné avec différentes intercommunalités pour créer au 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix Marseille Provence, compétente en matière de mobilité.

Que, aux termes des dispositions de l'article R.423-1 du Code de l'urbanisme, les demandes de permis de construire [...] sont adressées [...] à la mairie de la commune dans laquelle les travaux sont envisagés [...] par le ou les propriétaires du ou des terrains, leur mandataire ou par une ou plusieurs personnes attestant être autorisées par eux à exécuter les travaux.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Janvier 2017

Que, par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2016, la ville d'Istres a autorisé la Métropole d'Aix-Marseille Provence à déposer une demande de permis de construire pour l'extension du bâtiment de l'actuel pôle d'échanges d'Istres qui se situe Avenue du Palio sur la parcelle communale cadastrée section CS n°0375 composant l'assiette foncière dudit projet.

DECIDE

ARTICLE 1

Est déposé une demande de permis de construire pour l'extension du bâtiment de l'actuel pôle d'échanges d'Istres qui se situe Avenue du Palio sur la parcelle communale cadastrée section CS n°0375.

ARTICLE 2

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 janvier 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Maire de Marseille

Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/012/D

Dépôt de demande de permis de construire pour la réalisation du bâtiment constitutif du pôle d'échanges multimodal de transport de Fos-sur-Mer sur la parcelle communale cadastrée BC 50

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDERANT

Que dans le cadre des études de restructuration de son réseau réalisées en 2014, le SMGETU, Syndicat Mixte en charge de la Gestion et de l'Exploitation des Transports Urbains sur le territoire du Pays de Martigues et de Ouest Provence, a mis en évidence la nécessité d'aménager différents pôles d'échanges sur son territoire afin de répondre à l'offre de service actuelle et à venir.

Que, suite aux études de faisabilité et de programmation menées en 2015, le SMGETU, par délibération n°2015-90 du 8 décembre 2015, a attribué le marché relatif à la Maitrise d'Œuvre Bâtiment des pôles d'échanges situés sur les communes de Fos-sur-Mer et Istres.

Que, conformément à la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, le SMGETU, collectivité territoriale, a fusionné avec différentes intercommunalités pour créer au 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix Marseille Provence, compétente en matière de mobilité.

Que, aux termes des dispositions de l'article R.423-1 du Code de l'urbanisme, les demandes de permis de construire [...] sont adressées [...] à la mairie de la commune dans laquelle les travaux sont envisagés [...] par le ou les propriétaires du ou des terrains, leur mandataire ou par une ou plusieurs personnes attestant être autorisées par eux à exécuter les travaux.

Que, par délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2016, la ville de Fos-sur-Mer a autorisé la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à déposer une demande de permis de construire pour la réalisation du bâtiment du futur pôle d'échanges de Fos-sur-Mer qui se situera Boulevard de Mègle sur la parcelle communale cadastrée section BC n°50 composant l'assiette foncière dudit projet.

DECIDE

Article 1 :

Est déposé une demande de permis de construire pour la réalisation du bâtiment du futur pôle d'échanges de Fos-sur-Mer qui se situera Boulevard de Mègle sur la parcelle communale cadastrée section BC n°50.

Article 2

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 janvier 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Maire de Marseille

Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/013/D

Création Régie de Recette ALIZES

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 20 décembre 2016,

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes prolongée pour le Réseau Transports Ulysse pour la vente de titres de transport en lieu et place de la régie de recettes qui était ouverte auprès du SMGETU anciennement dénommée « Régie de recettes des transports urbains et scolaires du SMGETU ».

Les recettes de la régie de recettes du Réseau Transports Ulysse s'impacteront sur le budget annexe transports en fonction de la nature de la recette.

Article 2 :

Cette régie est installée à Istres, Gare routière 1er étage, Espace Donnadieu Avenue Edouard Guizonnier -13800 ISTRES.

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- Titres de transport et leurs supports papiers, magnétiques et électroniques,
- Les frais de duplicata des cartes,
- Les portes cartes,
- Les indemnités forfaitaires dues au titre des amendes relatives à la police des services de transports publics à la demande (décret n° 86-1045 du 18 septembre 1986).

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- espèces,
- chèques,
- cartes bancaires,

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'un « ticket informatisé » lors de la vente des titres de transports et produits annexes, et d'une quittance pour les amendes.

Article 5 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à un mois.

Concernant les amendes relatives à la police des services de transport, la date limite d'encaissement est déterminée dans les conditions suivantes :

Pour les voyageurs munis d'un titre de transport non valable ou non complété, l'indemnité forfaitaire est fixée à 24 fois la valeur du module de base de la R.A.T.P (valeur au 01 janvier 2014 : 33 € TTC).

Pour les voyageurs démunis de tout titre de transport, l'indemnité forfaitaire est fixée à 36 fois le module de base de la R.A.T.P. (valeur au 01 janvier 2014 : 49.50€ TTC).

Les voyageurs pouvant présenter sous 48 heures le titre de transport en cours de validité seront exonérés de l'indemnité forfaitaire mais devront s'acquitter des frais de dossier. (valeur au 01 janvier 2014 : 9.50 € TTC).

En cas d'outrages ou insultes à des agents de services publics l'indemnité forfaitaire est fixée à 10 fois la valeur d'un billet SNCF.(valeur au 01 janvier 2014 : 169.00 € TTC).

Le versement est effectué :

- Soit au moment de la constatation de l'infraction entre les mains des mandataires nommés à cet effet,
- Soit dans un délai de deux mois à compter de la constatation de l'infraction auprès des mandataires du service de l'exploitant indiqué dans la proposition de transaction ; dans ce dernier cas, il est ajouté aux sommes dues le montant des frais de constitution de dossier. (valeur au 01 janvier 2008 : 38 € TTC).

Le contrevenant doit s'acquitter du montant des sommes dues dans le délai de deux mois auprès des mandataires de la Régie nommés à cet effet, à moins qu'il ne formule une protestation auprès du service de l'exploitant.

Cette protestation, accompagnée du procès-verbal d'infraction est transmise au Ministère Public.

A défaut de paiement ou de protestation dans ce délai, le procès-verbal d'infraction est adressé par l'exploitant au Ministère Public et le contrevenant devient redevable de plein droit d'une amende forfaitaire majorée recouvré par le Trésor Public en vertu d'un titre rendu exécutoire par le Ministère Public.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR093000100512C130000000002 BIC : BDFEFRPPCCT ouvert au nom de la régie du réseau des transports urbains et scolaire du SMGETU auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

Il existe neuf sous régies de recettes dont les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif de celles-ci.

La régie de recettes du Réseau Transports Ulysse centralise les opérations de la régie et des sous régies de recettes.

Article 8 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 9 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 45000 euros (quarante-cinq mille euros).

Article 10 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 9.

Article 11 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 12 :

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 15 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 janvier 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Maire de Marseille

Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/014/D

Création d'une régie d'avances au sein du réseau Ulysse

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 20 décembre 2016,

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie d'avance pour le Réseau Transport Ulysse en lieu et place de la régie ouverte auprès du Syndicat Mixte de Gestion et d'Exploitation des Transports Urbains (SMGETU) anciennement dénommé Régie d'Avance du SMGETU.

La régie d'avance du Réseau transports Ulysse est instituée pour le paiement des dépenses occasionnées par le fonctionnement du Réseau transports Ulysse, elles concernent :

- Fournitures de petits équipements	Nature 60632
- Autres matières et fournitures	Nature 6068
- Frais de réception liés à l'activité	Nature 6257
- Fournitures administratives	Nature 6064
- Frais liés aux déplacements	Nature 6251
- Droits d'enregistrement et de timbre	Nature 6354
(autoroute, repas, hébergement, parking, billet de train, billet d'avion)	

La remise aux agents des Chèques Emploi Service, des tickets restaurant, des cartes ou chèque cadeau pour évènement (naissance, mariage, pacs, médaille du travail, retraite, rentrée scolaire, Noël), sont de la compétence du régisseur titulaire et des mandataires suppléants ainsi que de la tenue des stocks des valeurs.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170131-17-014-D-AU
Date de télétransmission : 03/02/2017
Date de réception préfecture : 03/02/2017

Les dépenses de la Régie du Réseau Transport Ulysse s'impacteront sur le budget annexe des transports en fonction de nature des dépenses.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux du Réseau Transport Ulysse 2 rue de la Combe aux Fées 13800 Istres.

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- chèque
- carte bleue.

Article 4 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 2000 € (deux mille euros).

Article 5 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN FR76 1007 1130 0000 0020 2005 923
BIC : TRPUFRP1 ouvert au nom de la régie d'avances du SMGETU auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 6 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

Article 7 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 8 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille Provence, selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 janvier 2017

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170131-17-014-D-AU
Date de télétransmission : 03/02/2017
Date de réception préfecture : 03/02/2017

Le Président

Ancien Ministre

Maire de Marseille

Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/015/D

Création de 9 sous régies réseau transport Ulysse

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, neuf sous régies de recettes pour le Réseau Transports Ulysse pour la vente de titres de transport en lieu et place de la régie de recettes qui était ouverte auprès du SMGETU anciennement dénommée « régie de réseau des transports urbains et scolaires du SMGETU ». Les recettes de la régie du Réseau Transports Ulysse s'impacteront sur le budget annexe des transports en fonction de la nature de la recette.

Article 2 :

Les neuf sous régies de la régie de recettes du Réseau Transports Ulysse sont installées :

ENTRESSEN :

Mairie Annexe

44, Avenue de la Crau
13118 ENTRESSEN

FOS SUR MER :

Halte Routière de Fos sur Mer

Immeuble Hertsoen
13, Avenue Jean Jaures
13270 FOS SUR MER

FOS SUR MER :	Autocars ALIZES site d'exploitation de Fos 335, Chemin du Chaland 13270 FOS SUR MER
ISTRES :	Gare Routière d'Istres - Rez-de-Chaussée Espace Donnadieu Pasteur - Avenue Edouard Guizonnier BP 505 13804 ISTRES Cedex
ISTRES :	Autocars ALIZES site d'exploitation d'Istres ZI Le Tubé Nord – 18, Rue Joseph THORET 13800 ISTRES
ISTRES :	Transdev Istres 7, Avenue du Tubé 13800 ISTRES
MIRAMAS :	Halte Routière de Miramas Espace Belley Gare SNCF 13140 MIRAMAS
PORT SAINT-LOUIS DU RHONE :	Boutique Ulysse 48 avenue du Port 13230 PORT SAINT-LOUIS DU RHONE

Article 3 :

Les sous régies encaissent les produits suivants :

- Les titres de transport et leurs supports papiers, magnétiques et électroniques,
- Les frais de duplicata des Cartes,
- Commercialisation des espaces publicitaires,
- Les portes cartes,
- Les frais de dossiers,
- Les indemnités forfaitaires dues au titre des amendes relatives à la police des services de transports publics de personnes et à la demande (décret n°86-1045 du 18 septembre 1986),

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- espèces,
- chèques,
- cartes bancaires.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un « ticket informatisé » lors de la vente des titres de transports et produits annexes et d'une quittance pour les amendes.

Article 5 :

Concernant les amendes relatives à la police des services de transport, la date limite d'encaissement est déterminée dans les conditions suivantes :

Pour les voyageurs munis d'un titre de transport non valable ou non complété, l'indemnité forfaitaire est fixée à 24 fois la valeur du module de base de la R.A.T.P. (valeur au 1er janvier 2014 : 33 € TTC).

Pour les voyageurs démunis de tout titre de transport, l'indemnité forfaitaire est fixée à 36 fois le module de base de la R.A.T.P. (valeur au 1er janvier 2014 : 49.50€ TTC).

Les voyageurs pouvant présenter sous 48 heures le titre de transport en cours de validité seront exonérés de l'indemnité forfaitaire mais devront s'acquitter des frais de dossier. (valeur au 1er janvier 2014 : 9.50 € TTC).

En cas d'outrages ou insultes à des agents de services publics, l'indemnité forfaitaire est fixée à 10 fois la valeur d'un billet SNCF. (valeur au 1^{er} janvier 2014 : 169.00 € TTC).

Le versement est effectué :

- Soit au moment de la constatation de l'infraction entre les mains des mandataires nommés à cet effet,
- Soit dans un délai de deux mois à compter de la constatation de l'infraction auprès des mandataires du service de l'exploitant indiquée dans la proposition de transaction ; dans ce dernier cas, il est ajouté aux sommes dues le montant des frais de constitution de dossier. (valeur au 01 janvier 2008 : 38 € TTC).

Le contrevenant doit s'acquitter du montant des sommes dues dans le délai de deux mois auprès des mandataires de la Régie nommés à cet effet, à moins qu'il ne formule une protestation auprès du service de l'exploitant.

Cette protestation, accompagnée du procès-verbal d'infraction est transmise au ministère public.

A défaut de paiement ou de protestation dans ce délai, le procès-verbal d'infraction est adressé par l'exploitant au Ministère Public et le contrevenant devient redevable de plein droit d'une amende forfaitaire majorée recouvrée par le Trésor Public en vertu d'un titre rendu exécutoire par le Ministère Public.

Article 6 :

Les mandataires suppléants et mandataires sont tenus de mettre en œuvre les conditions d'application tarifaires, conformément aux conditions fixées par leur acte de nomination. Les tickets unitaires sont vendus par les conducteurs receveurs qui sont nommés mandataires à cet effet.

Article 7 :

Le montant maximum de l'encaisse que les mandataires et mandataires suppléants, sont autorisés à conserver est fixé à 2000 € (deux mille euros).

Article 8 :

Les mandataires sont tenus de verser le montant de l'encaisse au régisseur ou sur le compte de dépôts de fonds de la régie de recettes, au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 9 :

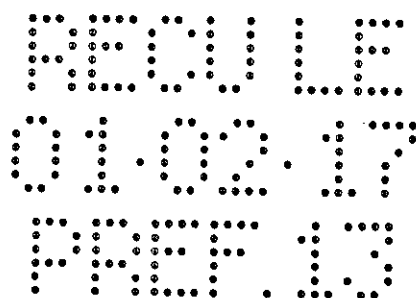
Les mandataires versent auprès du régisseur titulaire la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 10 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 janvier 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Convention d'occupation précaire Route Nationale 368 - Les Pennes Mirabeau

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est propriétaire du terrain sis Route Nationale 368 – 13170 Les Pennes Mirabeau, cadastré CI0087 d'une surface de 7870 m². Dans le cadre de ses missions d'aménagement régional, la Société du canal de Provence et d'Aménagement de la Région provençale (SCP), souhaite remplacer une protection cathodique (anodes).

Pour le bon déroulement du projet, il y a lieu d'autoriser la SCP et ses prestataires à utiliser une portion de ce terrain sur une bande de 8 m de largeur et 150 m de longueur le temps des travaux de rénovation.

Par la suite, il conviendra de constituer une servitude de profit de la SCP.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de sa mission de remplacement de protection cathodique, la SCP souhaite occuper une partie de la parcelle CI0087, située Route Nationale 368 13170 Les Pennes Mirabeau.
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence autorise cette occupation pour une durée de 7 jours ouvrés, au mois d'Avril 2017.

REQUETE DECIDE 01.02.17

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation précaire avec la Société du canal de Provence et d'Aménagement de la Région provençale (SCP), pour le mois d'Avril 2017 pour une durée de 7 jours ouvrés, avec possibilité de proroger cette durée en fonction des conditions météorologiques.

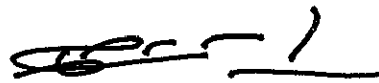
Article 2 :

Cette convention est conclue à titre gratuit.

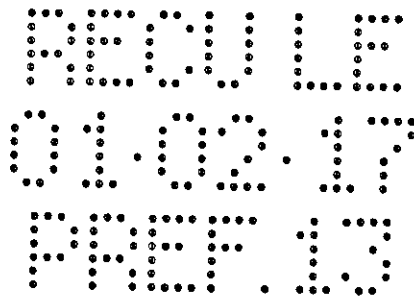
Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 JAN. 2017



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet LEONARDI CATSICALIS pour représenter les intérêts de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une requête en référé présentée par la Société KILOUTOU, déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille (1610181-0) sollicitant une mesure d'expertise afin d'établir avec précisions l'étendue des désordres liés au manque d'entretien de la roubine attenante à son terrain.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 157/13 du 19 février 2013 approuvent le marché de conseil juridique et représentation en justice (N° 12SC1004) avec le Cabinet Leonardi catsicalis ;
- La requête en référé présentée par la Société Kiloutou, déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille (1610181-0) sollicitant une mesure d'expertise afin d'établir avec précisions l'étendue des désordres liés au manque d'entretien de la roubine attenante à son terrain ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice et d'être représenté dans le dossier n° 1610181-0, par le Cabinet Leonardi Catsicalis, 15 Avenue Victor Hugo, 13100 Aix-en-Provence.

RECUE

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Leonardi Calsicatis pour représenter la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

MAIRIE
DE
MARSEILLE

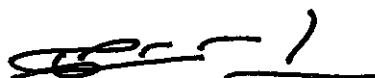
Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 JAN. 2017



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Régie d'avance action sociale pour le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 8 décembre 2016 ;

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie d'avance dénommée «régie d'avance action sociale» du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence, pour les dépenses suivantes:

Frais liés aux déplacements :

- l'autoroute (nature 6251),
- les repas, hébergement (nature 6256),
- l'essence (nature 60622),
- le parking, billets de train, d'avion, de bateau (nature 6251),
- la télécommunication à l'étranger (téléphone, connexion WIFI ...) (nature 6262),
- l'acquittement de droits d'entrée (forfaits ski, entrées parcs de loisirs, ...) (nature 6042),
- le remboursement de prestations annulées <200 € (nature 658),
- les petites fournitures de bureau (nature 6064),
- les petites fournitures pour achats de dernière minute liés à l'organisation de manifestations (nature 6068),
- les frais de réception liés à l'activité de la régie (repas techniciens, artistes, ...) (nature 6257),
- l'acquisition de livres et documentations diverses liées à la prospection et l'accompagnement des voyages (nature 6065),
- les frais de banque (liés à l'utilisation des cartes bleues) (nature 627),
- l'acquittement de taxe de séjour, visa et taxes diverses (nature 637),
- la prise en charge des billets d'avion, de train ou de bateau à hauteur de 25% du montant de la facture avec un plafond de 150 €/agent, par retraité et par ayant droit (1 fois / an) (nature 611),
- la prise en charge de location, hôtel, gîte (7 nuits consécutives) à hauteur de 25% du montant avec un plafond de 110 €/agent (1 fois/an) (nature 611),
- la prise en charge de location, hôtel, gîte (2 nuits consécutives) à hauteur de 30 % du montant avec un plafond de 30 €/agent (1 fois/an) (nature 611),
- la prise en charge des prestations de vacances scolaires (colonies, centre aéré, stages sportifs...) à hauteur de 25 % du montant avec un plafond de 110 €/enfant (1 fois/an) (nature 611),
- la location mobilière (nature 6135)
- les fêtes et cérémonies (nature 6232)

A partir du 1^{er} janvier 2012, les prises en charges non utilisées l'année précédente pourront être cumulées avec l'année en cours (ex : 2011 – l'agent n'a pas bénéficié de la prise en charge pour les billets de transport ou « package », en 2012, il a la possibilité de cumuler les 25 %, soit 25 % x 2 ans (2011 et 2012) = 50 % et donc un plafond maximum de 300 €). Ce cumul pourra s'appliquer à toutes les prises en charge dans la mesure du respect des conditions précitées.

Les dépenses de la régie d'avance « régie d'avance action sociale » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial du Territoire.

Article 2 :

Cette régie est installée :

1, Rue de l'Equerre
Bâtiment La Pyramide - RDC
13800 ISTRES

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées selon les modes de règlement suivants:

- chèque,
- carte bancaire,
- numéraire,
- virement bancaire.

Article 4 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 65 000 € (soixante-cinq mille euros).

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds au Trésor Public sera ouvert au nom du régisseur es qualité auprès du comptable public assignataire.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro FR7610071130000000200656750 BIC : TRPUFRP1XXX ouvert au nom de la « régie d'avance action sociale » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

Article 8 :

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Le ou les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 février 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Février 2017

Régie d'avance pour le fonctionnement du collège Alain SAVARY pour le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 8 novembre 2016 ;

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie d'avance dénommée «régie d'avance pour le fonctionnement du collège Alain SAVARY » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence, pour les dépenses suivantes :

- Fournitures d'enseignement (nature 6067),
- Fêtes et Cérémonies (nature 6232),
- Alimentation (nature 60623),
- Fournitures de petit équipement (nature 60632),
- Livres, disques, cassettes... (bibliothèques et médiathèques) (nature 6065),
- Autres matières et fournitures (nature 6068).

Les dépenses de la régie d'avance « régie d'avance pour le fonctionnement du collège Alain Savary du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial du Territoire.

Article 2 :

Cette régie est installée :

Centre Educatif et Culturel
Les heures claires
13800 ISTRES

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées en numéraire.

Article 4 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 500 € (cinq cents euros).

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds au Trésor Public sera ouvert au nom du régisseur es qualité auprès du comptable public assignataire.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds ouvert au nom de la « régie d'avance pour le fonctionnement du collège Alain SAVARY » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

Article 8 :

Le régisseur titulaire n'est pas assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Le ou les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 février 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Régie d'avance ludothèque pour le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d' Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 8 janvier 2016 ;

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie d'avance dénommée «régie d'avance ludothèque» du Conseil de

Territoire Istres-Ouest Provence, en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence, pour les dépenses suivantes :

- l'alimentation (nature 60623),
- les fournitures pour activité (nature 6068),
- le petit outillage (nature 6067),
- l'adhésion à l'association nationale des ludothèques de France (nature 6281),
- l'adhésion à l'association des ludothèques françaises (nature 6281),
- la documentation générale et technique (nature 6182).

Les dépenses de la «régie d'avance ludothèque» du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial du Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux de la ludothèque d'Istres :
CEC les Heures Claires
13800 ISTRES

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- numéraire,
- chèque.

Article 4 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 610 € (six cent dix euros).

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds au Trésor public sera ouvert au nom du régisseur es qualité auprès du comptable public assignataire.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000201903491 BIC : TRPUFRP1XXX ouvert au nom de la «régie d'avance ludothèque» auprès du comptable public assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

Article 8 :

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Le ou les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour

la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 février 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Décision n° 17/024/D

Régie d'avance subdivision gestion technique pour le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d' Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 8 janvier 2016 ;

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie d'avance dénommée « régie d'avance subdivision gestion technique » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence, pour les dépenses suivantes :

- les fournitures de petits équipements (nature 60632),
- les autres matières et fournitures (nature 6068),
- la location de matériel spécifique (nature 6135).

Les dépenses de la « régie d'avance subdivision gestion technique » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial du Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux des services techniques d'intervention :

Zone Industrielle du Tubé
Rue Copernic
13800 ISTRES

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées par chèque.

Article 4 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 10 000 € (dix mille euros).

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds au Trésor Public sera ouvert au nom du régisseur es qualité auprès du comptable public assignataire.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000200608929 BIC : TRUPFRP1XXX ouvert au nom de la « régie d'avance subdivision gestion technique » auprès du comptable public assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

Article 8 :

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Le ou les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 février 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Février 2017



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/025/D

Régie de recettes action social pour le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et écumiaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 8 décembre 2016 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Février 2017

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes dénommée «régie de recettes action sociale» du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence, en fonction de la nature de la recette :

- la billetterie (nature 758)
- les locations (nature 758)
- les séjours (nature 758)
- les voyages (nature 758)
- les week-ends (nature 758)

Les dépenses de la "régie de recettes action sociale" du Conseil de Territoire Istres-ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial du Territoire Istres-Ouest provence.

Article 2 :

Cette régie est installée :

1, Rue de l'Equerre
Bâtiment La Pyramide - RDC
13800 ISTRES

Article 3 :

Les recettes désignées à l'article 1 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- chèque,
- carte bancaire,
- numéraire,
- virement bancaire.

Article 4 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à un mois.

Article 5 :

Le compte de dépôt de fonds numéro FR7610071130000000200650736 BIC : TRPUFRP1XXX au nom de la «régie de recettes action sociale» du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Un fonds de caisse d'un montant de 100 € (cent euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 25 000 € (vingt-cinq mille euros).

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 10 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur Le Receveur des Finances de Marseille sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 février 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Régie d'avance Menues Dépenses pour le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 30 novembre 2016 ;

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie d'avance dénommée « Menues Dépenses » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence, pour les dépenses suivantes :

- les achats de Chronopost, frais SERNAM, colissimo, timbres, enveloppes timbrées (nature 6261),
- les achats de fournitures diverses pour assumer les petites interventions ponctuelles de maintenance des locaux (quincaillerie, piles, ampoules, colles) (nature 6068),
- les achats de produits alimentaires divers dans le cadre de l'organisation de réunions (nature 6232),
- les achats de fournitures de petit équipement (nature 60632).

Les dépenses de la régie d'avance « Menues Dépenses » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial du Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence :

Chemin du rouquier
BP 10647
13800 ISTRES

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- chèque,
- numéraire.

Article 4 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 8 000 € (huit mille euros).

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds au Trésor public sera ouvert au nom du régisseur es qualité auprès du comptable public assignataire.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000201903394 BIC : TRUPFRP1XXX ouvert au nom de la régie d'avance « Menues Dépenses » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence auprès du comptable public assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

Article 8 :

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Le ou les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 février 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Régie d'avance du service culturel de Fos-sur-Mer pour le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d' Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 30 novembre 2016 ;

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie d'avance dénommée « régie d'avance du service culturel de Fos-sur-Mer » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence, pour les dépenses suivantes :

- les fournitures de petit équipement (nature 60632),
- les autres matières et fournitures (nature 6068),
- les réceptions (nature 6234).

Les dépenses de la « régie d'avance du service culturel de Fos-sur-Mer » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial du Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux du Centre Culturel Marcel PAGNOL :

Quartier du Mazet
13270 Fos-sur-Mer

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées par chèque.

Article 4 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 1 300 € (mille trois cents euros).

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds au Trésor Public sera ouvert au nom du régisseur es qualité auprès du comptable public assignataire.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000200610869 BIC : TRPUFRP1XXX ouvert au nom de la « régie d'avance du service culturel de Fos-sur-Mer » auprès du comptable public assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

Article 8 :

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Le ou les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 février 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Régie d'avance pour les remboursements de frais des agents du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 30 novembre 2016 ;

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie d'avance dénommée « Remboursement des frais de déplacement des agents » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence, pour les dépenses suivantes :

- les avances de frais de déplacement à hauteur de 75 % des dépenses présumées (Les voyages, déplacements et missions) (nature 6251).

Les dépenses de la régie d'avance « Remboursement des frais de déplacement des agents » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial du Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence :

Chemin du rouquier
BP 10647
13800 Istres

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées par chèque.

Article 4 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 2 000 € (deux mille euros).

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds au Trésor public sera ouvert au nom du régisseur es qualité auprès du comptable public assignataire.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000201903685 BIC : TRPUFRP1XXX ouvert au nom de la régie d'avance «Remboursement des frais de déplacement des agents » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence auprès du comptable public assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

Article 8 :

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Le ou les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur Le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 février 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Mise à disposition préalable au transfert de propriété de parcelles appartenant à la commune de Marseille - 14/16 rue de Roubaix à Marseille 13ème arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 001-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection du Président de la Métropole ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° HN 010-17/03/16 du 17 mars 2016 par laquelle le Conseil de la Métropole a délégué au Président de la Métropole certaines attributions et a notamment autorisé le Président à conclure en qualité de bailleur ou de preneur, toute promesse de bail, toute convention ou autorisation d'occupation, de mise à disposition du domaine public ou du domaine privé et l'(les) avenant(s) correspondant (s) portant sur des biens du patrimoine de la métropole pour une période ne pouvant pas dépasser 12 ans et en fixer les prix ; à prendre à bail tous bâtiments, locaux ou terrains sous réserve que le contrat ou la concession porte sur une durée inférieure à 12 ans ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- La convention d'occupation précaire préalablement au transfert de propriété.

PREAMBULE

- Dans le cadre d'une réorganisation des services de la Propreté Urbaine situés 14/16 rue de Roubaix 13013 Marseille, un projet d'aménagement de voirie est prévu sur les parcelles communales cadastrées 881 I 0034 et 881 I 0035 d'ici la fin du 1^{er} semestre 2016.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réorganisation des services de la Direction de la Propreté Urbaine sis 14/16 rue de Roubaix à Marseille 13^{ème} arrondissement, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a besoin que les parcelles appartenant à la Commune de Marseille lui soient mis à disposition préalablement à leur transfert de propriété afin de permettre le démarrage des travaux.
- Qu'à cette fin une convention d'occupation précaire préalable au transfert de propriété doit être conclue entre la commune de Marseille, propriétaire des parcelles de terrain et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec la commune de Marseille une convention d'occupation précaire au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence préalable à leur transfert de propriété des emprises foncières suivantes :

- 881 I 0034
- 881 I 0035

Pour une superficie totale de 1 166 m²

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux, sa réalisation interviendra de plein droit à la signature des actes authentiques notariés de transfert de propriété au profit de la métropole d'Aix-Marseille-Provence des terrains en cause.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 février 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Décision de délégation du Droit de Préemption Urbain au profit de la SOLEAM d'un bien situé 70 rue d'Aubagne 13001 Marseille dans le cadre du projet Grand Centre Ville.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1 et suivants ainsi que les articles 5218-1 et suivants
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le Droit de Préemption ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 008-1029/02/CC du 19 février 2009 approuvant le projet Centre-Ville – orientations générales sur la commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° RNOV 002-771/12/CC du 14 décembre 2012 approuvant le plan local de l'Habitat de Marseille Provence Métropole 2012-2018 ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° EPPS 004-1703/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant l'instauration et l'exercice du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° URB 023-638/16/CM du 30 juin 2016 approuvant les conditions d'exercice du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement « Grand Centre-Ville » n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner DA 13201 15 0222 reçue le 15 octobre 2015, relative à l'adjudication rendue obligatoire par une disposition législative ou réglementaire des biens et droits immobilier soit les lots 1 et 2 dépendant de l'immeuble situé 70 rue d'Aubagne 13001 Marseille cadastré sous le n° 803 B 237.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire au renouvellement urbain d'îlots obsolètes et de la requalification du tissu ancien dégradé par restructuration d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés, neufs ou restaurés ainsi que 20 000 m² de locaux d'activité et d'équipements ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'afin de mener à bien ces engagements, la Ville de Marseille avait concédé à la SOLEAM, l'opération d'aménagement dite « Grand Centre Ville » transférée au 21 décembre 2015 à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence afin de permettre le traitement par réhabilitation – restructuration d'îlots urbains complets – et prévoit notamment la production de 1 500 logements nouveaux au sein d'un réseau d'équipements proximité en privilégiant l'accession à la propriété et le logement diversifié, ainsi que la production de 13 000 m² de locaux d'activités.

DECIDE

Article 1 :

Le Droit de Préemption Urbain est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition des lots n°s 1 et 2 dépendant de l'immeuble situé au 70 rue d'Aubagne Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 803 B 237 d'une superficie cadastrale de 129 m² appartenant à Monsieur et Madame Driss BOUALEM relevant du champ de compétence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 février 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Maire de Marseille

Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/036/D

Décision d'ester en justice. Désignation du cabinet BISMUTH pour défendre les intérêts de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Jean-Philippe Lagrue.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 159/13 du 19 février 2013 approuvant le marché de conseil juridique et représentation en justice (n° 12SC1003) conclu avec le Cabinet BISMUTH
- Le jugement du 5 octobre 2016 rendu par le Tribunal Administratif de Marseille rejetant la requête de Monsieur Jean-Philippe Lagrue ;
- La requête en appel présentée par Monsieur Jean-Philippe LAGRUE et déposée devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille (16MA04525) demandant l'annulation du jugement rendu par le Tribunal Administratif de Marseille ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans le dossier n° 16MA04525 et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet BISMUTH, 13 Rue Roux de Brignoles, 13006 Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Février 2017

Article 2 :

La prise en charge des honoraires dus au Cabinet BISMUTH, pour représenter la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont approuvés.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 février 2017

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN